

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

ABONNEMENTS :

Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Etranger : Un an 8 fr.
10 centimes le numéro.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION

AU SIÈGE DU CONSEIL NATIONAL
PARIS. — 5, rue Rodier. — PARIS

ADRESSER LETTRES ET MANDATS

A L'ADMINISTRATEUR-DÉLÉGUÉ
RENÉ CHAUVIN

La Grève des Chemins de fer

Il y a grève générale et grève générale, comme il y a fagot et fagot. Et de ce que le Parti ouvrier français n'attend pas, ne croit pas qu'on puisse attendre de l'abandon en masse des usines la transformation ou la Révolution sociale, il ne s'en suit pas qu'une grève étendue à toute une corporation, et générale, par suite, puisse nous trouver adversaire, voire indifférent.

Ce que nous avons toujours combattu, sous le nom de grève générale, c'est l'idée — à la fois fautive et réactionnaire — de remplacer la conquête, pacifique ou violente, de l'Etat bourgeois par le refus plus ou moins général du travail.

Ce n'est pas par l'abstention — et la grève est une des formes de l'abstention — c'est par l'action, par l'action encore, par l'action toujours et partout, légale ou révolutionnaire suivant les cas, que le prolétariat peut et doit s'affranchir.

Ce n'est pas en désertant l'atelier ou la mine, mais en s'en emparant qu'il en finira avec sa misère et sa servitude de salarié, de même que, pour s'emparer de ces moyens de production — et des autres — il lui faudra, de toute nécessité, non pas s'abstenir du pouvoir politique, mais s'en emparer — à coups de bulletins ou de fusil, peu importe.

Quant à la grève, qui cesse d'être un système ou une solution, pour rester ce qu'elle est, un fait, inévitable dans une société basée sur l'antagonisme des intérêts et des classes, si les socialistes ne la provoquent pas, n'ont pas à la provoquer, ils ont un devoir impérieux, sacré, lorsqu'elle éclate, c'est de l'appuyer, c'est de la soutenir de toutes leurs forces, parce que cette lutte, même lorsque le signal en est donné par les ouvriers, est toujours imposée à ces derniers par les employeurs.

Les grévistes, en toutes circonstances, ne sont que des prolétaires qui se défendent ; et lâches, et traîtres seraient les prolétaires acquis au socialisme, groupés et disciplinés par le socialisme, s'ils ne se portaient pas au secours de leurs frères aux prises avec l'ennemi de classe.

Si donc, à la suite du refus systématique des Compagnies de faire droit à leurs plus légitimes revendications, voire même de les discuter, ou en réponse à l'infâme loi Trarieux les dépouillant de leur droit à la grève, les travailleurs des chemins de fer décrètent de suspendre le travail, il n'y aura pas à hésiter ; même si la défaite doit être au bout d'un combat aussi inégal, il y aura lieu de se solidariser avec la fraction de la France ouvrière engagée.

Mais plus les serfs de nos voies ferrées peuvent compter sur le concours des organisations socialistes et plus leur responsabilité est grande. Plus, avant de se lancer en avant, doivent-ils, certains d'être suivis, peser mûrement le *pour* et le *contre* de la résolution suprême qui leur appartient encore.

Nous n'ignorons pas que la grève des chemins de fer suisses a abouti. Mais ils ne doivent pas, de leur côté, oublier que la grève des chemins de fer américains a eu une issue toute contraire. Or, en Suisse, les grévistes avaient pour eux un Etat suffisamment républicain pour ne pas se faire le gendarme des Compagnies, tandis qu'il n'y a pas à se faire d'illusion sur l'attitude de nos gouvernants, en cas

de conflit. Aux Compagnies criant : tue ! la trinité radicale Brisson-Cavaignac-Sarrien répondra : J'assomme ! Et ils ont déjà commencé à assommer, en frappant, avant la lettre, le garde-frein Thomas, dont nous avons dénoncé, il y a huit jours, la scandaleuse révocation, « par ordre du contrôle de l'Etat ».

Ce qu'il ne faudrait pas non plus se dissimuler, c'est qu'au cas où la grève n'aurait pas pour cause le vote, par la Chambre, de la loi Trarieux, elle aura immanquablement pour effet de la faire voter par la majorité Brisson-Méline, trop heureuse de trouver, dans « le coup porté aux affaires » par un arrêt même incomplet des trains, le prétexte dont elle a besoin pour *ligotter* tous les ouvriers ou employés des services dits publics.

Ce qui ne veut pas dire, répétons-le, qu'il n'y ait qu'à tout subir et à se croiser les bras, mais ce qui doit être, pour les camarades dont le sort est en jeu, une nouvelle raison de ne pas « partir » à la légère.

Reste la question de savoir sous quelle forme et par quels moyens, dans l'hypothèse de la guerre déclarée, les prolétaires des autres corporations auront à intervenir.

C'est par voie de questionnaire que les syndicats ont été depuis quelques semaines consultés. En même temps qu'on leur demandait s'ils étaient « résolus, par esprit de solidarité, à supporter sans protestation la gêne momentanée qui pourrait résulter de la grève », ils étaient invités à répondre par oui ou par non s'ils « se joindraient au mouvement, en cessant eux-mêmes le travail, pour arracher au patronat les réformes qu'ils réclament ».

Nous ne savons pas encore quelle a été, sur ce dernier point, la réponse dominante ; mais nous faisons des vœux pour qu'elle ait été négative.

Ce n'est pas en multipliant le nombre de bouches à nourrir, que l'on assurera aux combattants les subsides dont ils ont besoin pour triompher ; mais en organisant, dans tous les autres métiers, plus que jamais en activité, le « denier de la guerre ».

En Angleterre, c'est de plus en plus par *lock-out* c'est-à-dire en fermant ses usines et en ajoutant des grévistes malgré eux aux grévistes qui leur ont offert la bataille, que le grand patronat a raison des résistances ouvrières, d'autant plus rapidement et plus sûrement vaincues que les munitions sont plus vite épuisées.

Nos prolétaires, qui ne sont pas sans connaître ce qui se passe de l'autre côté de la Manche, sont trop conscients des seules chances de victoire qui restent à leur classe, pour se mettre d'eux-mêmes au régime inventé contre eux par la roublardise capitaliste.

JULES GUESDE

La commission d'enquête sur l'élection législative de la première circonscription de Narbonne vient de se réunir dans cette ville, où elle a siégé pendant cinq jours (du 9 au 14).

Des renseignements et des témoignages qu'elle a recueillis, il ressort nettement que le sieur Bartissol n'a été proclamé que par fraude et que le véritable élu était, dès le premier tour de scrutin, notre ami Ferroul, membre du Conseil National.

Les fraudes et tripotages commis remontent directement à la municipalité opportuniste, elle-même entrée à l'Hôtel de Ville par la fraude et protégée, dans sa besogne de cam-

brilage des urnes électorales, par la complicité du préfet de l'Aude et du sous-préfet.

Le premier adjoint au maire de Narbonne a déjà dû être suspendu de ses fonctions, en raison de ces faits.

Nul doute que cette scandaleuse élection à la Barthou ne soit annulée dès la rentrée de la Chambre et que nous ayons un nouveau député à compter parmi les élus du Parti.

DZIM-BOUM-BOUM !

Il est fait assavoir à tous et à toutes, bonnes d'enfants et militaires, qu'avec d'autres antidreyfusards de marque, Cluseret de généraux. — Bonaparte n'était que « le petit caporal » — va entreprendre par tout le territoire une grande tournée patriotique.

Et il s'y connaît, lui, en matière de patrie, l'homme qui en a eu deux — pour les lâcher toutes les deux : la France, qu'il a reniée tout d'abord pour se faire nommer général aux Etats-Unis ; les Etats-Unis, qu'il reniait ensuite pour se faire élire député français.

Combien, devant un patriotisme aussi multiple, à *autant de queues*, dirait-on en Orient, apparaît petit, mesquin, ridicule, le patriotisme de nos ouvriers socialistes, qui se contentent, eux, d'une seule et unique patrie !

Il est vrai qu'ils l'ont défendue, se faisant tuer ou estropier pour elle, lorsqu'elle était envahie il y a vingt-huit ans, pendant que le « général » qui fait métier aujourd'hui de déjeuner d'un Liebknecht et de dîner d'un Bebel, décampait comme un seul lièvre devant l'invasion royale allemande en 1870-71.

Déserteur devant l'ennemi — puisqu'un décret avait rappelé sous les drapeaux tous les anciens officiers, dont il était — il francillait jusqu'à Genève, n'attendant même point l'avant-garde des casques-à-pointe pour fuir Paris assiégé et Lyon menacé.

De telle sorte que ce militaire professionnel, ce galonné de père en fils, a trouvé moyen de se battre un peu partout : pour les Turcs contre les Russes en Crimée, pour l'Italie de Victor-Emmanuel contre l'Italie des Bourbons en Sicile, pour les *yankees* du Nord contre les *yankees* du Sud en Amérique. Il n'y a que pour la France, que ce modèle des Français n'a jamais tiré l'épée.

Nous nous trompons. Cette épée française est sortie un jour du fourreau pour la France, mais pour la France bourgeoise, capitaliste, patronale et financière. C'était en juin 1848 — et c'a été pour se plonger jusqu'à la garde dans la gorge de la France prolétarienne, du Paris ouvrier héroïquement debout pour la République sociale.

Et maintenant que votre futur auditoire sait à qui il va avoir à faire, allez-y de votre boniment, M. le charlatan de patriotisme ! En avant la musique. . .

En flagrant délit de Patriotisme

Bismarck vivant avait vu pour célébrer son cinquantième la France gouvernementale venir à lui, les mains de M. de Courcel pleines de présents.

Bismarck mort n'aura pas été moins bien traité par nos dirigeants.

L'*Etoile Belge* rapporte que les premiers honneurs funèbres rendus au chancelier de fer et de sang l'ont été par un navire de guerre français ancré, avec le *Hohenzollern* de Guillaume, dans le port de Bergen. Non seulement le pavillon tricolore fut mis en berne, mais le commandant ayant fait amener un canot, se rendit de sa personne auprès de l'Empereur (Vive l'Alsace-Lorraine !) pour lui exprimer ses sentiments de condoléances.

On est patriote ou on ne l'est pas, tonnerre de Brest !

Aux conseillers d'arrondissement du Parti dont nous avons publié la liste dans nos deux derniers numéros, il y a lieu d'ajouter le citoyen Nonay, élu à Toulon (Ouest) par 509 voix.

Le Conseil National rappelle à tous les Groupes et Syndicats adhérents la décision du Congrès de Romilly (1895), qui leur fait une obligation de s'abonner à l'Organe Central du Parti.

PARTI de CLASSE

Il existe dans certains cerveaux une étrange conception de ce mot : « Parti ». D'après eux, la définition en serait : couloir par où l'on passe le plus vite possible, pour ne pas y attraper de courants d'air.

Ainsi, récemment, l'on affirmait qu'on peut entrer dans un parti, lorsqu'on y trouve satisfaction pour ses opinions, pour ses aspirations du moment, et qu'on en sort bientôt, à la moindre gêne individuelle, sous le prétexte qu'on ne s'y trouve plus à son aise, et qu'on désire aller prendre l'air. C'est une théorie excessivement commode, une façon de procéder qui se pratique, d'ailleurs, couramment en France, où certaines personnes ont visité plusieurs nids, comme certains oiseaux, ou plutôt, pour être poli, comme des poètes, ont volé de fleur en fleur et d'objet en objet.

Avec la légèreté, si charmante dans ces âmes candides, on entre en bourdonnant, comme une mouche dans un appartement ; on va se coller aux vitres ; et, en effet, les partis ne sont-ils pas des fenêtres par où l'on regarde les autres partis, qui paraissent toujours plus beaux, vus de loin ? Quand on a, ainsi, fait un certain nombre de logements, on trouve des mouches de son espèce, qui ont accompli le même pèlerinage, et l'on s'assemble en bourdonnant le plus fort possible, et en invitant ceux qui préfèrent rester dans leur logis à sortir et à se joindre à vous, sous prétexte d'Union, ce mot si doux qu'il paraît du miel à ces abeilles vagabondes.

On nous pardonnera cet apologue, mais le sujet s'y prêtait. Il ne reste qu'un obstacle à ce beau plan, c'est qu'il faut s'unir au moins sur un principe, sur un programme ; — on préfère aujourd'hui s'unir sur un procès ; il ne s'agit pas de programme : tout ce qu'on vous demande, c'est de vous indigner, et au besoin d'envoyer une lettre, une souscription, au journal *l'Aurore*. — Si vous acceptez, vous serez de vrais socialistes, amateurs d'Idéal, emboîteurs de pas à la Vérité, et vous recevrez la bénédiction de M. Clemenceau, qui détient, comme on sait, la véritable définition du Socialisme, lui et quelques gendeletrés.

Donc, on reste dans un parti, quand il représente vos opinions. Il s'agit de s'entendre : parle-t-on de toutes vos opinions ? Alors, les indépendants ont résolu le problème ; ils forment une congrégation de petits « moi » parfaitement anguleux, un assemblage d'atomes crochus, dont on entend au loin le froissement. Ils sont unis par les sentiments, et nous nous rappelons tout récemment — dans ce même journal *l'Aurore* — avoir vu accoler des noms comme ceux de Turati, Kautsky, et quelques autres, avec celui du citoyen Allemane ! Fendez-vous, murs de Quenn's Hall ; tombez, piliers de la salle du Congrès de Londres ! L'auteur a oublié d'introduire le nom du révérend Doméla !

Mais si ce ne sont pas toutes vos idées que représente le parti auquel vous appartenez, alors faudra-t-il admettre que l'on puisse en sacrifier ou en modifier quelques-unes ? C'est une contrainte qu'un compagnon anarchiste n'acceptera jamais, car c'est bien de lui qu'on peut dire qu'il plane au-dessus de l'idée de parti. Il faudra donc se résoudre à accepter un programme, même si quelques virgules vous gênent, non seulement « parce qu'il contient le maximum de vérité, réalise la plus grande somme de justice, aspire à la forme la plus complète du droit », mais parce que c'est une force, et la seule force qui puisse faire arriver au but.

Voilà ce que l'on ne comprend pas assez en France, et c'est pour cela qu'il n'y a parmi les socialistes qu'une seule fraction orga-

nisée, celle qui s'est constituée en parti de classe. Les autres sont des groupes plus ou moins sympathiques, de ces monts de sable qu'on voit sur le bord de la mer, que le vent balaye et qu'il réforme. L'affaire Boulanger a formé deux de ces dunes, et, alors on trouvait aussi que le Parti ouvrier trahissait la cause de la République, cette cause sainte, comme on chante dans les *Huguenots*, et favorisait la dictature, parce qu'il ne voulait pas marcher sur ce sable mouvant. Où sont les dunes, aujourd'hui ? Après l'affaire Boulanger, elles sont retombées à plat; l'affaire Dreyfus les réforme.

Le seul terrain solide, pour la classe ouvrière, loin de toute compromission, de toute alliance antisémite ou confusionniste, est le programme de classe. L'idée de classe, le fait plutôt, demeure et demeurera, après la tourmente d'aujourd'hui, mais cela seulement si les seuls conscients parmi les socialistes résistent à l'emballage et à l'incohérence du moment. Cela ne les empêche nullement d'avoir leur opinion personnelle sur cette affaire de procédure bourgeoise, de l'étudier comme phénomène curieux de décomposition, comme un savant dans son laboratoire étudie la pourriture, et aussi comme un soldat aux avant-postes surveille ce qui se passe dans le camp ennemi, prêt à agir au moment voulu.

Le soldat en vedette sent qu'il a derrière lui l'armée qui l'a envoyé à ce poste, qu'il ne quittera pas pour aller décrocher dans les rangs opposés quelque combattant dont le nez ne lui revient pas, ou même pour aller intervenir entre deux ennemis, dont l'un a été mis par terre à la suite d'un croc-en-jambes qui viole toutes les règles. Il sait qu'il marchera, mais avec ses camarades, avec sa classe; il sait enfin qu'il ne peut avoir tort, historiquement ni même moralement, s'il tient avec les siens envers et contre tous.

Cette idée de classe l'enveloppe, le domine, le protège. Elle le garde de certains contacts qui pourraient lui faire supposer, rien qu'un moment, qu'il peut y avoir quelque chose de commun entre lui et ceux qui le combattaient hier encore. Il en arriverait, comme on l'a dit, à admettre que des gens comme « les courageux Trarieux et Yves Guyot » tentent de réformer les abus d'un régime « qu'ils acceptent et veulent seulement améliorer et épurer ». Ira-t-il leur montrer comment il faut s'y prendre ? Ils ne comprendraient pas et lui, qui aurait quitté son parti pour cette bonne œuvre, se trouverait compromis, et, qui sait, joint à l'Etat-Major (car il y en a deux !)

Laissant ceux qui veulent courir ce risque oublier la lutte sociale, et tout réduire à la question de savoir si des juges bourgeois, civils et militaires, peuvent avoir jugé avec équité — comme si cette question valait la peine d'être examinée — le parti de classe, comme les soldats de Cromwell, a confiance en sa justice à lui, et garde sa poudre sèche.

BONNIER

LE PARTI OUVRIER

dans les Assemblées Départementales

La session annuelle des Conseils généraux s'ouvrira le 22 courant, dans toute la France.

D'accord avec le Conseil National, les élus du Parti déposeront, dès la première séance, les projets de vœux suivants, dans les Conseils du Nord, des Bouches-du-Rhône, de la Gironde, de la Marne, de l'Hérault, du Pas-de-Calais, de l'Allier, de la Seine-Inférieure, du Var, de l'Aude, de l'Indre, de la Marne et du Lot-et-Garonne :

Pour le Suffrage Universel

Le Conseil général,

Considérant que, sous la République, le suffrage universel est directement ou indirectement l'unique source de toute loi et de tout pouvoir ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre la souveraineté nationale s'exerçant ainsi par voie de scrutin à l'abri de toute fraude et de toute violence ;

Emet le vœu :

Que le Parlement vote, dès la rentrée, les propositions de loi renvoyées à la commission du suffrage universel et tendant :

1° A organiser la cabine d'isolement, comme en Belgique, en Angleterre et aux Etats-Unis, et le vote par bulletin officiel et unique remis à l'électeur par le président du bureau et con-

tenant les noms de tous les candidats entre lesquels il est appelé à choisir ;

2° A faire mettre, par les municipalités, à la disposition de chacun des candidats, un espace égal réservé à l'affichage de leurs professions de foi, circulaires, etc.; tout affichage électoral, en dehors des cadres ainsi déterminés, étant et demeurant interdit ;

3° A adjoindre à chaque bureau de vote un représentant de chacun des candidats en présence ;

4° A permettre aux divers candidats de se faire représenter dans la commission de recensement ;

5° A autoriser toute réunion électorale sur la seule déclaration du candidat ou de son fondé de pouvoirs.

Protection et Inspection du Travail

Le Conseil général,

Considérant que l'intérêt de la classe ouvrière, de la nation et de la production elle-même exige que le travail soit réglementé dans les usines, manufactures, mines et chantiers ;

Considérant que les lois jusqu'ici votées à cet effet, sont toujours restées lettre-morte par suite du manque de contrôle ou d'inspection ;

Emet le vœu :

Qu'une législation réellement protectrice du travail intervienne au plus tôt sur les bases de la journée de huit heures, de l'interdiction du travail de nuit, du repos obligatoire d'un jour par semaine et de l'élection par les ouvriers et ouvrières, constitués en collège corporatif, des inspecteurs et inspectrices du travail et du Conseil supérieur du travail.

Service de Deux Ans

Le Conseil général,

Considérant que le service de trois ans, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, avec ses dispenses de tout ordre, ses renvois anticipés et son affectation d'une partie du personnel à des besognes qui n'ont rien de militaire (ordonnances, ouvriers d'équipement ou d'alimentation, etc.), n'aboutit même pas à une moyenne d'instruction de deux années pour l'ensemble de l'armée active ;

Considérant que la réduction à deux années, avec le service étendu à tous, sans autre dispense qu'à titre de soutien de famille, loin de diminuer ne peut qu'accroître la force de résistance du pays et la rendre plus homogène ;

Considérant que, déjà réalisé en Allemagne pour l'infanterie, le service de deux années se recommande des généraux Faïdherbe et Yung, qui l'ont à plusieurs reprises revendiqué ;

Considérant enfin, que cette réforme a fait aux dernières élections législatives l'objet d'engagements formels de la majeure partie des candidats envers le corps électoral

Emet le vœu :

1° Que le temps de service dans l'armée active soit réduit à deux ans et qu'il soit égal pour tous, les soutiens de famille étant seuls exceptés ;

2° Qu'au cas où cette réduction serait repoussée par la Chambre ou par le Sénat, le service de trois ans soit réellement de trois ans pour tout le contingent, les seules dispenses maintenues concernant les soutiens de famille.

Suppression des Quatre Contributions

Le Conseil général,

Considérant que les quatre contributions directes sont condamnées depuis longtemps par l'unanimité du parti républicain, comme aussi contraires au bon sens qu'à la justice en matière de charges publiques ;

Emet le vœu :

1° Que soient supprimés : l'impôt personnel et mobilier, qui atteint les plus misérables des salariés ; l'impôt sur les portes et fenêtres, qui frappe les pauvres ouvertures de taudis autant que les fenêtres des palais des riches ; l'impôt foncier sur la propriété bâtie, qui se répercute en aggravation de loyer sur les plus pauvres, ainsi que l'impôt foncier sur la terre, si disproportionné, si lourd, qui écrase le paysan au moment même où il n'est que le propriétaire nominal d'une terre qui appartient à un prêteur quelconque ; l'impôt des patentes, qui atteint non le bénéfice réalisé, mais la volonté de travailler ;

2° Que le demi-milliard de ressources ainsi disparues soit demandé à un impôt personnel, général et progressif sur les revenus supérieurs à 3,000 francs et à un accroissement également progressif des droits de succession et de mutation par décès sur les héritages supérieurs à 20,000 francs.

LE NÉO-SOCIALISME

M. Clemenceau fait école.

Depuis que, débarrassant le socialisme des « formules économiques » dans lesquelles des sectaires comme Marx et nous avaient la prétention de l'enfermer, il l'a élargi en « un haut sentiment de justice pour tous qui doit rejeter en générosité, en bonté, au plus fort des luttes humaines », c'est à qui frappera à la porte du nouveau parti, demandant à y entrer.

Lundi dernier ce sont toutes les jeunesses royalistes de France qui, dans leur banquet du 15 août ont apporté leur adhésion et celui de

leur roy « ennemi des chimères mais n'en ressentant pas moins plus que personne l'immense pitié pour la chair qui souffre et voulant gouverner, comme c'est le devoir, surtout pour les petits. »

Voilà donc acquis le premier, le principal article du *Credo* néo-socialiste : c'est le rétablissement de la monarchie traditionnelle. Il remplacera — avantageusement pour Philippe et ses futurs Montespans — la socialisation des moyens de production, de « persuasion trop mathématique » pour des chambellans en herbe cuvant le champagne en l'honneur de « madame la duchesse d'Orléans ».

LA SEMAINE

Aux revendications incessantes, parce que jamais consenties, des serfs de la voie ferrée, les Compagnies ne se contentent pas d'opposer leur refus hautain, elles font plaider dans les journaux que « le sort réel des employés de chemins de fer » est, grâce aux libéralités des conseils d'administration, digne de l'envie des plus favorisés capitalistes.

Le *Figaro* n'a pas consacré moins de trois colonnes à cette démonstration.

Et sait-on ce qui enthousiasme particulièrement l'organe du Panama et des syndicats d'actionnaires ? C'est « que, comme il est usuel et moral, les agents contribuent à se créer une retraite, après vingt-cinq ans de services et cinquante-cinq ans d'âge, par une retenue de six pour cent sur leur traitement. »

Les travailleurs qui mettent en œuvre tout le prodigieux outillage de nos chemins de fer doivent s'estimer très heureux, s'ils survivent à leurs forces épuisées, de ne pas mourir de détresse, grâce aux prélèvements opérés sur leurs salaires. On ne saurait aller plus loin « dans la paternelle sollicitude, sans assurer le triomphe du collectivisme. » C'est aussi bête qu'odieuse.

Inutile de dire que l'article débute par l'infamie coutumière. Si les employés excédés et exaspérés recourent à la grève, c'est « dans l'intérêt de l'étranger. » Tous des traitres, les travailleurs ! Seulement, lorsque des grèves éclatent en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, en Italie, la presse bourgeoise néglige de se réjouir dans son patriotisme et de remercier nos camarades de misère de se sacrifier aux intérêts français. La classe capitaliste a inventé la tartuferie cynique.

La conséquence directe et fatale du refus des grandes Compagnies à toute amélioration du sort du personnel et de son matériel, c'est la multiplicité des catastrophes. A Lisieux, huit personnes succombent et une trentaine sont grièvement blessées. Mais les pensions toujours dérisoires, allouées aux familles des victimes, lorsqu'elles n'appartiennent pas à la bourgeoisie spoliatrice ou oisive, grèvent moins le budget qu'une réforme. Une seule chose est essentielle : la régularité des dividendes et les énormes profits des Conseils d'administration. Qu'importe plus ou moins de chair à travail broyée !

Nos amis de Nantes, avec la plus claire conscience du devoir du prolétariat, se sont constitués pendant toute la durée du Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, les défenseurs des libres travaux des savants et les protecteurs de M. Grimaux contre les bandes catholiques dirigées par les chefs de la réaction de la Loire-Inférieure.

Les convictions de M. Grimaux sur l'affaire Dreyfus importent peu à nos amis, mais ils ont entendu faire respecter en lui la liberté d'opinion et de témoignage.

Brunellière et Allaire, conseillers municipaux du Parti, qui avaient reçu de M. Leduc, professeur de l'Ecole de médecine, une lettre de remerciements et de félicitations pour leur noble attitude et le service qu'ils avaient rendu à la science, en ne permettant pas qu'on empêchât la tenue du Congrès, ont répondu en ces termes :

En protestant contre les manifestations dont le Congrès et son président ont été l'objet, nous n'entendons pas nous solidariser avec celui-ci et prendre parti dans la question en litige. Mais ce que nous voulions, c'est défendre le droit qu'à chaque citoyen, en respectant celui des autres, de penser et d'agir librement, sans qu'il soit inquiété dans ses opinions.

On ne saurait après avoir mieux agi, mieux dire. Et quelle leçon !

On a beaucoup écrit sur le naufrage de la *Bourgoigne*, dans la presse quotidienne. Les feuilles graves et les feuilles boulevardières ont multiplié les descriptions, les interviews, les témoignages, les plus puérils commentaires. Comment personne ne s'est-il avisé de mentionner au moins cette conviction absolue de tous les marins du Havre que les passagers et l'équipage auraient été sauvés si le commandant du transatlantique, mort d'ailleurs fort bravement à son poste, n'avait pas été hypnotisé par la seule pensée de faire échouer son navire sur l'île du Sable et de conserver ainsi à la Compagnie un matériel flottant représentant plusieurs millions ?

Il est vrai que pendant cinq jours, on a festoyé, chanté, illuminé et dansé au Havre, en l'honneur des cadavres et que la presse s'est encore extasiée sur le merveilleux sentiment de charité des « heureux de ce monde. »

A l'heure de la catastrophe, on n'a songé qu'à sauvegarder les bénéfices ; à l'heure de la solidarité, on n'a songé qu'aux plaisirs et au cabotinage. Et tout cela est naturel, logique, fatal, inéluctable. La société capitaliste ne saurait avoir d'autres mœurs. C'est folie pure que rêver de l'amender. Notre tâche unique consiste à la détruire.

Le hulan et sa Pays sont de nouveau libres. Ainsi en a décidé, contrairement à l'ordonnance du juge d'instruction, cette même chambre des mises en accusation qui délivra les grands détraqués du Panama de la terreur de la cour d'assises.

Le scrupuleux commandant Esterhazy, l'honneur de l'armée, s'accorde fort bien que dix journaux établissent quotidiennement qu'il est un traître. L'intéressant colonel du Paty de Clam s'accorde également d'être aussi véhémentement et régulièrement accusé de faux et de complicité dans un épouvantable crime. Les généraux de Boisdreffe, Gonse, de Pellieux et autres professionnels ne s'émouvent nullement d'une succession ininterrompue de suspensions, d'insinuations et d'outrages. Le ministre de la guerre se garde de toute poursuite. Qui donc disait qu'il était interdit d'exprimer le sentiment d'un esprit libre sur la haute armée ? On peut fouailler impunément ses plus illustres chefs. Il est simplement hasardeux de risquer une critique qui ne relèverait pas de la cour d'assises. On frappe de peines disciplinaires des professeurs qui ont retrouvé brusquement leur conscience — sans doute égarée lors des attentats gouvernementaux, judiciaires, militaires et patronaux contre les travailleurs — mais l'on évite toute répression entraînant un débat public, des dépositions, de la clarté, une apparence de garanties de justice. Ce que tout le monde peut voir et juger étant déjà monstrueux, combien doit être abominable et révélateur de pourritures profondes ce que l'on persiste à vouloir à tout prix dissimuler !

Un simple chancre militariste de la société capitaliste, cette affaire Dreyfus, mais un beau chancre.

Toute la pléiade des écrivains antisocialistes qui durant des années ont basé leur brodé des variations « sur le bague collectiviste » et autres inepties bourgeoises, tous les ricaneurs stupides de la représentation des *Mauvais Bergers*, où notre ami Jaurès était livré aux quolibets d'un public de filles et de souteneurs en habit noir, ont rivalisé pendant huit jours d'ineptie grossière avec la prétention excessive d'atteindre Jules Guesde et notre Parti. Comme Jaurès, Guesde dédaigne. Le Parti fait son œuvre et remplit sa mission. Et le dernier des militants ne s'attachera même pas à établir ici quels impudents travestissements de notre attitude et de notre pensée s'étaient dans ces proses enfielées d'une si ridicule vanité.

Le *Temps* nous apprend qu'une rapide extension du phylloxéra en Italie représente déjà un milliard de pertes et que le gouvernement du roi Humbert est rendu responsable de ce désastre, car, par esprit d'économie, dit-il, rien n'a été fait pour combattre le fléau. Ces reproches nous paraissent bien injustes. Un ministère si absorbé par le fonctionnement des Conseils de guerre qui ont déjà distribué plus de mille années d'emprisonnement est très excusable de se désintéresser de la richesse nationale. Et lorsque tant de millions sont indispensables à l'armée et aux gardes-chiourmes qui ne forment qu'une seule famille, comment supposer que l'on peut gaspiller de l'or pour détruire de minuscules insectes qui dévorent les vignes, mais ne menacent ni la couronne, ni les privilèges, ni l'harmonieuse et savante société moderne. Il restera toujours du vin pour les millionnaires et c'est l'essentiel. La récente et passagère morosité du *Temps* explique seule qu'il n'admire pas une organisation qui se montre si gouvernementalement insoucieuse de la richesse du sol.

GABRIEL BERTRAND.

OPTIQUE

L'abîme qui sépare le Socialisme scientifique du vieux Socialisme utopique est aujourd'hui bien profond ; cependant, il n'est pas encore suffisamment connu et apprécié de certains esprits studieux et indépendants restés hostiles au Parti Ouvrier plutôt par un reste de doute et d'ignorance que par l'odieuse parti-pris.

« Je vois bien, me disait hier un homme peu suspect de tendances révolutionnaires, qu'les événements économiques, les forces naturelles, indépendantes de la volonté humaine, poussent la société actuelle vers un stade où la propriété revêtira une autre forme

Il me paraît évident que, si aucun phénomène imprévu ne vient jeter une brusque perturbation dans l'évolution normale et régulière des faits économiques, nous devons fatalement aboutir à une transformation fondamentale de la Société. Seulement, si je suis obligé d'admettre la solution imposée par la puissance des choses, je la vois encore bien lointaine, et je ne saisis pas du tout la méthode et les mesures à employer pour réaliser, immédiatement et prochainement, des réformes et des modifications, essentielles que l'avenir, seul, verra se produire.

Voilà donc un esprit observateur, frappé par les leçons de choses qui se succèdent sans interruption, moralement obligé de conclure comme nous, d'accepter la même solution que nous, et qui cependant hésite, s'effraye, parce qu'il ne voit pas la longue théorie des mesures transitoires à prendre pour aboutir finalement au terme de l'évolution; il y a là une sorte de phénomène d'optique mentale assez curieux à observer, et cependant plus fréquent qu'on ne pense.

Ce qui amène graduellement ce cerveau en travail à comprendre et à admettre la doctrine socialiste, ce sont précisément ces mesures transitoires qu'il affirme ne pas voir, et dont la signification exacte lui échappe, parce qu'elles ne sont pas prises par l'homme agissant après raisonnement, mais qu'elles sont dictées par les conditions mêmes de l'évolution graduelle et incessante.

Le parti ouvrier n'a jamais décrété la suppression de la propriété individuelle, qui est un acheminement vers la constitution de la propriété sociale; pourtant, les petits possédants disparaissent, c'est-à-dire sont déposés les uns après les autres; et la grande propriété capitaliste se constitue avec les débris de la propriété personnelle; celle-ci est absorbée par celle-là. Donc, la société de l'avenir est en voie de formation; ses éléments constitutifs existent au sein même de la société bourgeoise, et l'agrégation en un bloc de plus en plus volumineux et compact de la richesse publique s'accomplit toute seule.

Par conséquent, les indices, les signes caractéristiques de la grande transformation économique, ces phénomènes quotidiennement observés, correspondent directement aux mesures transitoires inaperçues de notre chercheur de vérité; aussi, ces intransigeants de socialistes, se plaignant d'être pratiques et raisonnables, se gardent bien de demander la révision intégrale et immédiate du système social actuel; ils ne sauraient tomber dans cette ornière de l'utopie, où tant d'hommes de bonne volonté se sont embourbés et perdus.

Ce que nous préconisons, c'est l'adaptation de la charte sociale au nouvel état de choses créé par les modifications successives intervenues dans la manière de produire; nous disons que le vieil ordre bourgeois, basé sur des conditions de propriété en voie de disparition, devient un véritable anachronisme; et qu'une harmonisation des lois organiques de la société avec les forces naturelles, peut seule assurer la disparition de l'anarchie moderne.

Qu'on restitue à la nation les facteurs principaux de la fortune publique; que la propriété capitaliste, caractérisée par l'individualité et l'anonymat, soit captée, au fur et à mesure de sa constitution, au profit de la collectivité humaine; que le capital, sous toutes ses apparences, soit confisqué au bénéfice de la Nation et mis socialement en valeur, voilà ce que nous réclamons, et ce qui devient de plus en plus nécessaire.

Plus tard, quand la science, délivrée de ses entraves d'aujourd'hui, aura encore modifié les conditions du travail et de la vie, le genre humain, déjà plus conscient parce que plus heureux, saura continuer son œuvre de transformation.

H. MILLET.

FAITS ET CHIFFRES

La concentration capitaliste suit son cours inexorable. Après la petite, c'est la moyenne industrie qui disparaît au profit de la grande, de la très grande.

On vient pour les textiles, en Allemagne — de publier le tableau statistique comparée des années 1882 et 1893, et voici dans cette période de treize ans le nombre des établissements éliminés :

	1882	1893	En moins
Tissages soie..	27,362	13,411	13,951
» laine..	8,559	7,699	860
» lin..	37,327	20,157	17,170
» mélangés	8,551	5,078	3,473
Autres tissages	15,839	9,639	6,200
Total..	97,628	56,684	40,944

C'est en treize ans, plus de 41 0/0 des industriels absorbés par leurs concurrents mieux outillés ou plus riches.

Le bateau de pêche tend à adopter la vapeur. Nous pourrions citer tel chantier de Nantes, qui, sans interruption, va construire dix ou douze embarcations à vapeur et, vraisemblablement, n'aura pas à s'en tenir là.

Si l'on considère qu'il faut aller chercher

souvent la sardine au large — c'est d'elle surtout qu'il s'agit, sur le littoral breton — et que la manœuvre des filets, des chaluts est longue à la voile, à la rame, on mesurera les avantages de la pêche à la vapeur. Ils compenseront largement la différence des frais d'équipement... Cependant, cette différence initiale, cette mise de fonds plus élevée, tout le monde ne sera pas à même de la supporter, et il est à croire que la pêche par entreprises plus ou moins puissantes ira se substituant de plus en plus à la pêche individuelle.

Episode non dépourvu d'intérêt de notre évolution économique.

(XXVII^e Congrès de l'Association française pour l'avancement des sciences, visites industrielles).

Le bulletin financier du Temps du 8 août donne le chiffre des dividendes payés ou déclarés par les compagnies minières, foncières et industrielles du Transvaal en 1897.

Il s'est élevé pour vingt-sept de ces compagnies, à 70,425,125 francs. Les actionnaires de certaines ont touché 100 francs pour 100 francs de capital versé, d'autres 125, d'autres 170, d'autres 300, d'autres 500.

Fruit du travail... des autres, des prolétaires noirs ou blancs, qui meurent à la peine, ces millions n'en constituent pas moins la plus légitime des propriétés. Et lorsque le socialisme triomphant les reprendra au nom et pour le compte de la nation, dans les usines ou machines qu'ils auront servi à acheter, vous verrez que messieurs les actionnaires crieront au voleur.

Le budget annuel des accidents du travail en France, d'après M. Cheynon, président de la Société de médecine publique :

Accidents de toute nature : 279,500, se traduisant par 7,500 morts et 272,000 blessés.

Blessures entraînant une incapacité permanente : 26,000; une incapacité temporaire : 216,000.

Ajoutons que cette série rouge va toujours en augmentant, ainsi qu'il résulte de la statistique suivante dressée par la municipalité de Roubaix, pour l'industrie textile :

Années.	Blessés	Mutilés.
1894	166	36
1895	171	36
1896	209	53
1897	286	56

La Compagnie des wagons Pullman vient de distribuer pour le dernier trimestre à ses actionnaires, 2 dollars (10 francs par action), plus un dividende extraordinaire de 20 dollars — ou 100 francs également par action.

Ce n'est pas tout, il reste à répartir, comme bénéfice net de l'année qui finit en juillet, une somme de 18 millions de dollars, soit 90 millions de francs.

Et dire que ladite compagnie — le patriotisme capitaliste est le même sous toutes les latitudes — a trouvé moyen de se soustraire à l'impôt spécial destiné à couvrir les frais de la guerre avec l'Espagne !

Les fabricants de conserves alimentaires viennent d'adopter une égreneuse mécanique qui supprime le travail de plusieurs milliers de femmes, gagnant jusqu'alors leur loyer annuel à écosser les petits pois.

C'est de la misère pour quantité de familles nantaises.

CONSEIL NATIONAL

SÉANCE DU MARDI 16 AOUT

Présents : René Chauvin, Gabriel Farjat, Ed. Fortin, Jules Guesde, Pédon, Prévost, Roussel. — En mission : Carnaud, Sauvaret, A. Zévaès. — Excusés : Ferroul, Aline Valette. — Absent : Paul Lafargue.

Lecture est donnée de lettres de Troyes, Lille, Paris, Lyon, Courbevoie (dont le groupe a décidé d'adhérer au Conseil National), Grenoble, Voiron, la Tour-du-Pin (où un groupe du Parti est en formation), Guillaun, Bergerac, Cette.

Le Conseil approuve le texte de quatre projets de vœux à faire déposer par nos élus dans les Conseils généraux de douze départements.

Il décide, en réponse à une invitation du Conseil Fédéral, de se faire représenter à la réunion générale de la Fédération de la Région parisienne, dimanche 21 août, rue de Balagny.

Le citoyen Jules Guesde est délégué au Congrès de la Fédération du Nord, qui se tiendra à Denain, le dimanche 28 août.

Le Conseil vote 10 francs pour la souscription ouverte par le Réveil de l'Aube.

Le citoyen A. Zévaès est mis, pour des conférences du 21 août au 11 septembre, à la disposition des groupes de Villeveyrac, La Tour-du-Pin, Tullins, Guillaun. Il assis-

era le 28 courant, avec le citoyen Benzech, député de l'Hérault, à l'inauguration de la Bourse du Travail de Voiron.

Le citoyen Krauss, député de Lyon, se rendra à Annonay dans la première quinzaine de septembre.

Réunion hebdomadaire du Conseil National, mardi 23 août, à 9 heures précises du soir.

La Guerre Hispano-Américaine

Ce petit épisode, à peine plus important d'un degré que la guerre entre la Turquie et la Grèce, est gros de conséquences, car c'est la première guerre coloniale, entre nations civilisées s'entend, qu'il y ait eu dans notre siècle. Elle s'est engagée, ce qui est remarquable, entre la nation qui a la première commencé à fonder des colonies et le dernier venu parmi les Etats modernes: les Etats-Unis d'Amérique. Les amateurs de coïncidences pourront faire sur ce rapprochement des considérations à perte de vue. Pour nous, l'essentiel est que l'Amérique se transforme, de refuge qu'elle était, en pouvoir uni qui tient tête à l'Europe, et est décidé à appliquer dans son intégralité la doctrine de Monroë.

L'Espagne désorganisée par une administration proverbiale, par son incapacité et sa corruption, se voit dépouillée de possessions qu'elle ne tenait plus que d'une main défaillante et qui lui coûtaient plus cher qu'elles ne lui rapportaient. Ses colonies ont été en état d'insurrection, depuis le règne de Ferdinand VII, et chaque année les arsenaux épuisés de la Métropole devaient envoyer un vaisseau chargé de combattants pour Cuba. L'Espagne, qui est devenue le bouc ou plutôt la chèvre-émissaire chargée d'expier les atrocités de l'ancienne colonisation, gagnera certainement, en réformes intérieures et surtout en organisation politique, à être débarrassée de ces possessions qui lui donnaient l'illusion d'un bien-être possible, comme si le mirage des gallions existait encore entre la côte d'Espagne et les îles d'Or...

Quant à l'Amérique, elle commence à réaliser la doctrine du président Monroë, « qui interdit à toutes les puissances européennes d'intervenir sur le Continent américain et dans toutes les îles qui l'environnent »? Par l'annexion, plus ou moins proche, mais certaine, de Cuba et des Philippines, par celle des îles d'Hawai, qui est un fait accompli, l'Amérique jette le gant aux puissances européennes. Elle fait plus, elle provoque un ennemi qui n'est pas commode, le jeune empire du Japon, qui a montré par son coup d'essai contre la Chine, ce qu'il pouvait faire et ce à quoi il pouvait prétendre, car lui aussi a déjà revendiqué le droit d'interdire l'Asie aux puissances européennes et il ne manque pas de Monroës japonais pour justifier cette prétention par de spécieuses raisons.

Voilà donc les puissances européennes, à commencer par l'Angleterre, en état d'hostilité, réelle sinon déclarée, avec les deux nouveaux-nés à la politique coloniale. Elles se trouvent divisées entre elles par leurs rivalités. L'Angleterre lutte à elle seule en Chine contre la Triple-Alliance composée de la Russie, de l'Allemagne et de la France, et se voit obligée, par la bouche de M. Chamberlain, d'implorer le secours des cousins d'Amérique, sans se douter que peut-être ce sont là des rivaux encore plus redoutables pour son empire colonial que les puissances européennes.

On peut donc dire adieu aux guerres continentales; la dernière qui a fait long feu, grâce à l'eau que le concert européen a jetée dessus, est la pauvre tentative de la Grèce contre la Turquie. Les Etats Européens se neutralisent par leur militarisme même. C'est ce qui explique comment la Revanche en France et le panslavisme en Russie n'ont pu obtenir dans les trente dernières années du dix-neuvième siècle ce qu'ils auraient pu si facilement atteindre dans les premières. Place désormais à la guerre coloniale, qui a commencé déjà; elle ne se fait pas ostensiblement; il n'y a pas eu de déclaration de guerre; mais est-ce que la lutte diplomatique entre la Russie et l'Angleterre à propos du golfe de Petchili n'a pas plus coûté à cette dernière en argent et en influence que la guerre de Crimée? Cette guerre coloniale — sauf quand on a à faire à des obstinés comme les Espagnols — se fait à coups de traités et d'annexions, par des rectifications de frontière, mais surtout et avant tout, à force de charbon. C'est la nation qui a le plus de stations de charbon qui l'emporte sur ses rivales; jusqu'ici c'est ce qui maintient encore à l'Angleterre sa supériorité. Mais combien de temps durera-t-elle ?

XVI^e CONGRÈS NATIONAL du Parti Ouvrier Français

Le Conseil National se joint à la Commission Montluçonnaise d'organisation pour rappeler aux Fédérations, Agglomérations, Groupes du Parti et Syndicats adhérents, que le Congrès National se tiendra cette année à Montluçon et s'ouvrira le 17 septembre au matin, pour se clore le 20 au soir.

Ce dernier jour sera réservé à la Conférence annuelle de la Fédération des élus municipaux du Parti.

ORDRE DU JOUR :

- 1^o Situation du Parti (Rapport du Conseil National et des organisations représentées);
- 2^o Les dernières Elections Législatives et leurs Conséquences (Projet d'unité socialiste, Liberté du vote, etc.);
- 3^o Les Elus du Parti à la Chambre et dans le Pays;
- 4^o Antisémitisme et Nationalisme;
- 5^o De l'Organisation Centrale et Fédérale du Parti; de la Propagande et des moyens de la rendre plus efficace (réunions, brochures, presse, etc.)

Le Conseil National compte que, malgré les dépenses extraordinaires qu'ils ont eu à supporter du fait des élections cantonales s'ajoutant aux élections législatives, tous les Groupes, comprenant la nécessité de se faire représenter au Congrès, sauront faire l'effort indispensable.

Les Groupes sont instamment priés de faire connaître au plus tôt, au Conseil National (5, rue Rodier, à Paris) et à la Commission d'organisation (rue Branzat, Montluçon), le nombre et le nom de leurs délégués.

Les secrétaires :

JULES GUESDE. PAUL LAFARGUE.

En vue du rapport d'ensemble que le Conseil national aura à présenter au Congrès de Montluçon, les Groupes du Parti — fédérés ou non — sont invités à nous faire immédiatement connaître leur nom et adresse de leurs secrétaires.

LE PARTI OUVRIER EN FRANCE

Paris

Le Cercle collectiviste du XI^e arrondissement a dans sa dernière séance et sur la proposition du citoyen Langlais, décidé de soumettre au Congrès de Montluçon un projet de référendum à introduire dans le fonctionnement du Parti.

A cet effet, la carte d'adhérent devrait à l'avenir contenir une feuille mobile divisée en six cases, portant le numéro de la carte et dans lesquelles figureront trois oui et trois non.

Ces cases, pointillées comme les timbres-poste et détachables, serviraient de bulletins de vote, lorsque devant la gravité de certaines résolutions à prendre et ne pouvant pas attendre le prochain Congrès national, le Conseil national croirait devoir consulter directement le Parti dans tous ses membres.

Sans nous prononcer sur le mécanisme proposé et qu'il y aura lieu d'étudier plus à fond, nous jugeons trop juste l'idée de mettre notre grand Parti en mesure d'affirmer ses volontés, pour ne pas porter le projet de nos amis du XI^e à la connaissance de tous nos Groupes.

Thouars

Dans cette petite commune du Lot-et-Garonne, grâce au dévouement et à la persévérance d'une poignée de militants, le socialisme fait tous les jours des progrès. Où sont-ils ceux qui prétendaient que, bonne pour les milieux ouvriers, l'idée collectiviste se heurterait à des campagnes réfractaires? Rien de plus rural que notre région et cependant, loin de s'y opposer, elle vient de plus en plus à la vraie et unique solution du problème social : la substitution de la propriété rurale à la propriété capitaliste.

De Thouars nous entendons rayonner sur tout l'arrondissement, profitant de toutes les élections pour, en posant des candidatures, développer le programme du Parti. Ce n'est que par la propagande incessante que nous mettrons les travailleurs des champs comme ceux des villes en mesure de se sauver eux-mêmes en transformant la société dans le sens indiqué et commandé par l'évolution économique elle-même.

M.

Roubaix

Les déclarations faites à la mairie de Roubaix, aux termes de la loi de 1893, dans les quarante-huit heures qui suivent l'accident, ont donné pour l'année 1897 un total de 419 acci-

dents, dont 189 ayant occasionné une incapacité de travail de plus de vingt jours, 56 ayant été suivis de mutilation et 3 ayant déterminé la mort.

Mais ces chiffres sont bien au-dessous de la réalité, tant au point de vue des accidents eux-mêmes que des suites (mutilation ou mort) qu'ils ont entraînés.

Les victimes les plus nombreuses se comptent dans l'industrie textile : 286, contre 37, pour le bâtiment ; 35, pour la métallurgie ; 30, pour la teinturerie, etc.

Le chiffre des mutilés par perte de doigts est de beaucoup supérieur chez les enfants et les femmes.

Troyes

Les socialistes troyens ne sont pas de ceux que l'on intimide.

Fusillés à bout portant par la cléricaille embusquée derrière la prétendue justice bourgeoise, ils se redressent plus indomptés que jamais et crient plus fort : en Avant !

Le journal le *Réveil des Travailleurs de l'Aube*, que l'on prétendait supprimer à coups d'amendes, loin d'amener son pavillon, s'apprête à agrandir son format. Une souscription populaire a été ouverte à cet effet, dont le montant doit être centralisé à la Maison du Peuple.

La rédaction du *Réveil* compte sur l'appui de tous les travailleurs pour l'aider dans cette tâche. Et son attente ne sera pas trompée.

Le Conseil National s'est inscrit pour dix francs.

Lille

Dans sa séance du 9 août 1893, le Comité Fédéral de la région du Nord, après avoir pris connaissance des différentes réponses des sections, a décidé de tenir le Congrès régional dans la ville de Denain, le dimanche 28 août 1893, à onze heures du matin.

L'ordre du jour suivant a été adopté :

- 1° Lecture du rapport moral et de la situation financière de la Fédération ;
- 2° Lecture du rapport moral et de la situation financière de l'imprimerie ;
- 3° Question de Lannoy et Lys-les-Lannoy ;
- 4° Question de Fourmies-Wignehies ;
- 7° Question de Tourcoing ;
- 8° La Presse socialiste ;
- 9° Nomination d'une Commission ayant pour mandat de présenter un projet de réorganisation dans lequel serait compris le mode de vote pour le choix des candidats dans les différentes élections ;
- 10° Choix des délégués au Congrès national ;
- 11° Nomination de la commission administrative du comité fédéral.

Le Congrès ne devant durer qu'un jour, il est indispensable que chaque section envoie au Comité Fédéral, pour le 23 août au plus tard, les noms de ses délégués et un rapport sur ce qui s'est passé au point de vue socialiste, dans leur localité, depuis le 1er novembre 1897.

Vu l'importance du Congrès, les délégués sont invités à se présenter à l'heure exacte.

Romilly-sur-Seine

M. Amaudry, chef d'une importante fabrique de bonneterie, ayant voulu imposer une forte diminution de salaire à une certaine partie de son personnel, quarante ouvriers se sont mis en grève ; leur cessation de travail entraîne le chômage d'un grand nombre d'autres ouvriers.

Le syndicat des bonnetiers, reconnaissant la légitimité des revendications des grévistes, défend leur cause et s'occupe d'organiser la résistance.

Toutefois, il est bon d'ajouter que la plupart des patrons bonnetiers de Romilly peuvent être considérés comme solidaires avec le sieur Amaudry. Les malheureux ouvriers se heurtent à la coalition patronale la plus éhontée.

Le comité de la grève vient d'adresser un appel chaleureux à tous les camarades conscients de leur situation et de leur devoir de classe ; des listes de souscription circulent un peu partout ; la « Chorale du Parti Ouvrier Romillon » donne des concerts au bénéfice des grévistes.

Nous souhaitons ardemment que l'énergie et la solidarité prolétariennes obligent le syndicat patronal à capituler.

Grenoble

A la suite de la campagne d'injures et de calomnies ouverte par le *Petit Dauphinois* contre le Parti Ouvrier de l'Isère et son élu, le citoyen A. Zévaès, les groupés de Grenoble réunis en assemblée plénière, ont décidé de mettre à l'index à partir du 15 août cet « organe de toutes les réactions ».

Cette mesure — de salubrité publique — sera portée à la connaissance de tous les socialistes par voie d'affiches apposées dans tout le département.

Les frais de cet affichage seront couverts par des listes de souscription qui ont déjà commencé à circuler.

L'assemblée a également décidé à l'unanimité, de faire une active propagande pour le *Peuple* de Lyon qui, avec le *Droit du Peuple*, hebdomadaire, recevra seul les communications des groupes et syndicats.

On ne saurait trop recommander une pareille manière de faire aux travailleurs dans toute la France. Le jour où ils se résou-

draient à frapper à la caisse la presse ennemie, en lui laissant pour compte son infect papier invendu, elle changera de langage à l'égard du Parti. Poignez vilain, il vous oindra.

— Deux nouveaux groupes du Parti viennent de se former à Saint-Martin-d'Hères et à Saint-Quentin-sur-Isère.

Annonay

Le groupe de la jeunesse socialiste d'Annonay, nouvellement constitué, vient de décider son adhésion au Parti.

Au nom du Conseil National, salut à nos nouveaux camarades de lutte.

A L'ÉTRANGER

Allemagne

Depuis les dernières élections le socialisme est redevenu le spectre qui hante les nuits — et les jours de l'Allemagne gouvernementale et capitaliste.

Ce qui alarme surtout les défenseurs de l'ordre, c'est qu'une notable partie des deux millions de voix réunies par nos coreligionnaires et amis leur viennent de petites villes et de circonscriptions rurales. Sur qui et sur quoi compter dorénavant, si le paysan lui-même rallie le drapeau de la Révolution ?

Mais il y a plus : les associations de vieux soldats (Kriegervereine), tenues jusqu' alors pour la vieille-garde de l'Empire et de l'Empereur, se sont laissées contaminer. Elles ont fourni un grand nombre de recrues à la démocratie socialiste. Et dans sa fureur de ce qu'il tient pour une désertion à l'intérieur, le président supérieur de la province de Poméranie, l'ex-ministre de Puttkamer, vient de lancer une circulaire aux autorités sommant les Associations de vétérans de chasser de leur sein les brebis galeuses ou de se voir retirer le port du drapeau et des insignes militaires.

D'autre part, il est de nouvelle question dans les milieux dirigeants de supprimer purement et simplement le suffrage universel. C'est ce qui pourrait s'appeler prendre le taureau par les cornes. Mais voilà, rien ne garantit que le taureau n'enfoncera pas ses cornes dans le ventre de son preneur... Et Guillaume demande à réfléchir. C'est d'un sage.

Australie

Du 3 au 10 juin s'est tenu au Trade's Hall de Brisbane un important Congrès de travailleurs, le plus important peut-être qui ait marqué ces dix dernières années.

Fermiers et ouvriers agricoles, tailleurs, cordonniers, typographes, employés de magasins, etc., toutes les industries rurales et urbaines y étaient représentées.

Et les résolutions prises, qu'elles visent la suppression de la seconde Chambre, l'insitution du referendum et le vote des femmes ou qu'elles tendent à remplacer les taxes existantes par un impôt progressif sur le revenu dépassant 200 livres (5,000 francs), sont toutes de nature à accroître rapidement les forces du Parti de travail dans le Queensland.

C'est en 1888 que, pour la première fois, dans cette partie de l'Australie, des candidatures de classe furent posées. Elles réunirent 1,204 voix, et il y eut un élu. En 1893, les élus étaient déjà au nombre de 50, avec 25 à 26,000 voix. En 1896, enfin, les voix dépassaient 30,000 et le chiffre des élus 70.

Belgique

Les élections provinciales de Jeunefte ont été une double victoire pour le parti ouvrier.

Non seulement nos candidats sont élus contre la fusion des libéraux et des cléricaux, mais ils obtiennent une majorité de plus de 1400 voix, dans un canton où au 5 juin dernier nous étions en minorité de 2241 voix.

Les ouvriers catholiques ont voté en masse pour le parti de leur classe, répondant par la coalition ouvrière à la coalition bourgeoise.

Irlande

Le jeune Parti républicain socialiste irlandais fondé à peine il y a un an, va avoir son journal hebdomadaire, *La République des Travailleurs*.

Son premier numéro paraîtra en septembre, sous le contrôle du Comité directeur du Parti dont le siège est à Dublin, 67, Mid Abbey street.

Longue vie à notre frère de combat !

Italie

Quoique la guillotine à vapeur des Conseils de guerre continue à fonctionner, le journal *l'Armée (l'Esercito)* a cru devoir résumer l'œuvre de la justice militaire jusqu'au 1er août. Elle dépasse en horreur tout ce qu'on pouvait imaginer.

Du 23 mai au 1er avril, les inculpés qui ont défilé devant ces assassins galonnés étaient au nombre de 770, dont 28 femmes et 239 mineurs.

Le ministère public demandait :
1,670 ans, un mois et 15 jours de réclusion ;
49 ans, 4 mois et 26 jours de détention ;
412 années de surveillance ;
40 ans, 3 mois et 15 jours d'internement dans des maisons de correction.

Les juges, qui ne se défendent pas de condamner par ordre, ont accordé :
1,307 ans, 1 mois et 21 jours de réclusion ;

46 ans, 5 mois et 9 jours de détention ;
225 années de surveillance ;

8 ans et 5 mois de maison de correction ;
Les condamnés, au nombre de 652, comprennent 628 hommes et 24 femmes, parmi lesquels 184 mineurs.

— Le 18 courant doit venir devant la Cour de Cassation le pourvoi formulé par la citoyenne Anna Koulichoff et ses coaccusés contre la monstrueuse sentence du Conseil de guerre de Milan.

Russie

La grève qui avait éclaté à Bialostok, en Lithuanie, parmi les tisseurs, au nombre de plus de 2000, vient de se terminer. Un télégramme du 3-15 août annonce que, malgré les pires violences patronales et gouvernementales, les grévistes ne se sont pas laissés intimider et ont fini par avoir gain de cause.

Suède

Le Congrès corporatif de Stockholm, qui vient de terminer ses travaux, comprenait les délégués de 250 organisations syndicales. Après avoir décidé de se constituer en une vaste fédération nationale, les organisations représentées ont par 175 voix contre 83 voté leur adhésion au parti démocrate-socialiste.

Cette adhésion, devenue obligatoire pour tous les syndicats, devra être accomplie dans une durée de trois années.

Propagande Républicaine-Socialiste

A. LECOURTOIS

libraire, rue Daubenton, 42

Livraison immédiate à domicile, à raison de 1 fr. par semaine, de tous les ouvrages et brochures ayant trait au *Socialisme*, à l'*Histoire*, aux *Sciences naturelles* et à la *Littérature* en général.

Se charge également de la reliure des livres dans les mêmes conditions.

Les conditions indiquées plus haut ne s'appliquant qu'à Paris seulement. Pour la province, au comptant, contre mandat-poste. Port à la charge du destinataire.

LE SOCIALISTE

ORGANE CENTRAL

DU PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Paraissant le Dimanche

SOUS LA DIRECTION DU CONSEIL NATIONAL

PRINCIPAUX COLLABORATEURS

PAUL LAFARGUE — JULES GUESDE
A. ZÉVAËS — CH. BONNIER — G. FARJAT —
ED. FORTIN — D' DELON — ALINE VALETTE
R. LAVIGNE — D' BACH — SIAUVE-ÉVAUSY
CHARLES BRUNELLIÈRE — H. MILLET
G. BERTRAND — ANTHELME SIMON — COLMAR
P. DRAMAS — D' Z... — ETC.

CORRESPONDANTS

BAILLEUL, Roubaix — MAZoyer, Alais
MICHEL, Roanne — P. VALLAT, Cette —
GABOT, Boucau — CACHIN, Bordeaux
CH. FOUILLAND, Montluçon
H. BÈS, Castres — TROUILLE, Agen
MANALT, Perpignan — DOGNIN, Grenoble
ROGNON, Lyon — J. COULET, Marseille
MARLE, Lille — ETC.

Le Gérant : A. DELADERERE.

Ce journal est composé par des typographes syndiqués.

Paris — A. Désiré, 25, rue Buffault.

LE SOCIALISTE est en vente à Paris

- Chez M. RICARD
12, rue des Deux-Ponts.
Chez M. LECOURTOIS
42, rue Daubenton.
Chez M^{me} LAMBERT
35, boulevard des Capucines.
Kiosque 11.
Chez M^{me} FAIN (kiosque),
au 135, avenue Parmentier
angle du Faubourg-du-Temple
Chez M^{me} V^o ALEXANDRE PRESSOIR
259, rue de Belleville.

AVIS A NOS CORRESPONDANTS

Les articles et correspondances doivent être arrivés au Bureau du Journal, le Mercredi soir, au plus tard, pour que le SOCIALISTE puisse être, dans tous nos Groupes de France, distribué le Samedi.

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les Bureaux de Tabac :

LE PAPIER DES 3/8

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares.

Adresses Commandes et Mandats à
RENÉ CHAUVIN, 8, Passage Tivoli. — Paris.

HORLOGERIE. — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

PIÈCES DE COMMANDE

RÉRATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE

DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République

PARIS

Montre cylindre...	P.O.F homme.	Fr. 12 50
Montre »	» dame	12 50
Montre ancre acier.	3/8 homme	24 »
Montre » métal 3/8	»	24 »
Montre cylind. acier 3/8	dame	20 »
Montre » métal 3/8	»	18 »
Chaîne métal oxydé.	P.O.F régence	0 75
Chaîne métal oxyde.	P.O.F gilet	1 45
Boutons manchette métal oxydé, doré, argenté P.O.F		0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Parti

Force — Energie — Santé — Vigueur

GUÉRISON RADICALE ET PROMPTE

de Chlorose, Rachitisme
Anémie, Neurasthénie, Lymphathisme
Pâles Couleurs

Demandez dans toutes les Pharmacies

LE BIOGÈNE

Fortifiant unique et par excellence du Sang

NUTRITIF

des systèmes Nerveux et Osseux

Régulateur des fonctions de l'Estomac et des Voies respiratoires.

PARIS — 253, RUE de BELLEVILLE
Pharmacie du Progrès

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois

Guérison de la Goutte, Rhumatismes, Cœur, Reins, Foie, par
L'ANTI-GOUTTEUX-FÉRON
"LA FÉRONINE"
DÉPOT : 33, rue Poissonnière et toutes pharmacies.
Écrire au Laboratoire à Suresnes, 32, route stratégique (Seine).
Toujours satisfait de l'action prompte et inoffensive de l'Anti-Goutteux-Féron.
Dans tous les cas, je prescris avec avantage l'Anti-Goutteux-Féron.
D^r BERTRAND *
Médecin en chef de l'Hôpital St-Louis — Châlons.
L'Anti-Goutteux-Féron est un remède précieux, surtout chez les chroniques.
D^r BASSET
Maire de St-Ouen, Conseil Général